



HAL
open science

Organisations paysannes et microfinance en Afrique de l'Ouest : une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale ?

Betty Wampfler

► **To cite this version:**

Betty Wampfler. Organisations paysannes et microfinance en Afrique de l'Ouest : une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale ?. Atelier "Partenariat entre organisations paysannes et institutions de microfinance", Jun 2005, Niamey, Niger. 26 p. hal-02833809

HAL Id: hal-02833809

<https://hal.inrae.fr/hal-02833809>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Quel avenir pour l'agriculture familiale dans les pays ACP ?

**Rôle des organisations de producteurs dans les défis posés aux
agricultures familiales des pays ACP**

**Organisations paysannes et microfinance
en Afrique de l'Ouest et à Madagascar :**

**Une nouvelle alliance au service de
l'agriculture familiale ?**

Betty Wampfler

CNEARC/Chercheur associé CIRAD / Membre du groupe CERISE



Des éléments de réflexion issus de

- Programme de recherche CIRAD CERISE
- Q « Quelle contribution de la microfinance au financement des agricultures familiales » (1997-2002)
- Travaux d'expertise en finance rurale et agricole
- Programmes de recherche –développement en cours :
 - o Etude d'impact des CECAM de Madagascar
 - o Expérimentation d'une méthode pour construire le partenariat OP – IMF Niger (CNEARC – CERISE / Programme PDSFR-FIDA/PROPAN -MAE)
 - o Quelle stratégie de financement des OP du commerce équitable ? Projet Agrofine/Max Havelaar - CERISE /CNEARC
 - Contribution au diagnostic des OP du Cambodge (MAE- CNEARC, S.Lemeilleur (2005), C.Bernard, 2006))



Une introduction à la réflexion en 4 points

- Pourquoi est-il si difficile de financer l'agriculture ?
- Du crédit agricole aux marchés financiers ruraux : évolution de l'offre de financement agricole
- Stratégies des OP / Financement agri
- Les chantiers à ouvrir ou à approfondir



Financer l'agriculture familiale, une question complexe

- Le « financement de l'agriculture », une question complexe qui recouvre le financement de
 - l'exploitation agricole,
 - les organisations paysannes,
 - les services d'appui à l'agriculture,
 - les infrastructures
- Des besoins de financement qui relèvent de différents dispositifs de financement
 - crédit/épargne / Prélèvements filières /subventions /...
- Fin agricole inséré dans financement rural



Pourquoi est –il si difficile de financer l'activité économique agricole ?

- Une grande diversité de besoins et de contraintes, mal connue des « banquiers »
- Un besoin capital : le crédit moyen et long terme
- Des montants qui peuvent être élevés
- Une forte saisonnalité des besoins de financement et des revenus agricoles
- Une rentabilité des activités agricoles souvent faible et aléatoire
- Un niveau de risque élevé
- Une mobilisation de l'épargne rurale difficile



Face à des besoins croissants,
comment évolue l'offre de financement en
Afrique de l'Ouest et à Madagascar ?

- Une offre publique qui diminue fortement
- Des banques commerciales toujours aussi frileuses
- En revanche, un secteur innovant, la microfinance, qui se développe



La microfinance, un changement conceptuel dans l'approche du financement

- Objectif : fournir durablement des services financiers aux populations exclues du système bancaire (= 90 % des pop.rurales) en créant « marché financier rural »
- Changement de référentiel :
Avant : « crédit agricole », ressource publique injectée dans économie agricole, intrant dans le processus de production
Auj : « marché financier qui doit mettre en relation les acteurs qui disposent de ressources (épargnants) avec ceux qui en ont besoin « les emprunteurs » ;
marché régulé par prix = taux d'intérêt



Une expansion forte – et médiatisée –

- A l'échelle de la planète : 60 millions de « clients » ; sur tous les continents, y compris au Nord
- Dans les pays de l'UEMOA, en 2001
 - 300 IMF, 2800 points d'accès
 - Bénéficiant à 4,3 millions de personnes
 - 117 Milliards épargne, 104 milliards crédit
 - 20 % des ménages ruraux touchés
 - Avec de fortes disparités entre pays



- Un secteur qui se professionnalise
- Qui se structure : loi PARMEC, sous tutelle Etat, organisé autour d'associations professionnelles d'IMF
- Mais qui reste fragile :
 - Autonomie financière pas encore atteinte
 - Crédit en souffrance : 13% du portefeuille (2001)
 - Viabilité sociale fragile



Quelle contribution à l'agriculture ?

- Etude UEMOA 2000 :
sur 83 milliards crédit MF,
 - 44% commerce,
 - 31% agriculture/elevage,
 - 8% artisanat,
 - 4% services,
 - 5% social
- = 25 milliards FCFA à l'agriculture/
élevage



Des acquis

- Une contribution significative à l'agriculture
- La MF est capable, dans certaines conditions de financer l'agriculture
- Des grands réseaux de MF sont concentrés sur l'agriculture : FECECAM, Kafo Jiginew, CECAM....
- De grands réseaux jusqu'ici peu agricoles s'investissent aujourd'hui dans l'agriculture (RCPB Burkina, CMS Sénégal, ...)
- Des innovations : leasing, warrantage, associations caution mutuelle, ...



Mais aussi des limites fortes ...

- Contribution faible / ampleur des besoins
- MF se concentre sur zones agricoles « sécurisées »
- Les taux d'intérêts restent élevés
- Très (très) peu de crédit moyen terme
- Très peu de financement des OP
- Grande difficulté à mobiliser l'épargne agricole et rurale



Le financement au cœur des préoccupations des OP

- Les organisations paysannes se renforcent en Afrique de l'Ouest et à Madagascar
- Mais restent fragiles / structuration, activités, gouvernance, fonds propres, ...
- Des besoins de financement de différente nature :
 - Financement de l'OP elle-même
 - Financement de leurs membres
 - Contribution au financement des services d'appui à l'agriculture
- Quatre stratégies pour faire aux besoins de financement



1 ère stratégie : Internaliser fonction de crédit dans l'OP

Quelques intérêts :

- pallier à l'absence d'IF
- Coût limité (si ligne de crédit gratuite)
- Contribue à fidéliser les membres de l'OP

Des limites importantes

- Manque de compétences et d'outils professionnels
- Pas de fonction d'épargne
- Conflit d'intérêt : Incapacité de l'OP à faire pression sur les membres pour le remboursement

Perspectives : Impasse



2ème stratégie : créer une OP- IMF « Fille »

Exemple : CECAM Madagascar

Avantages

- Institution professionnelle qui pourra acquérir statut légal, compétences, outils adaptés
- Tout en restant dédiée à l'agriculture
- Peut financer membres et OP mère

Difficultés

- accepter la logique « financement durable »
- Toutes les difficultés habituelles de création d'IMF : long, difficile, coûteux
- Plus difficultés liées à un portefeuille spécialisé agricole
- Une OP « fille » qui peut prendre son autonomie et adopter logique financière

Perspectives : A développer seulement si volonté rigoureuse d'aboutir



3ème stratégie : Intermédiation avec MF

Fonction d'intermédiation de l'OP : Identifier IMF, dialogue, appui aux membres, sécurisation de crédit , ...

Avantages

- Appui sur l'existant : immédiat, coût faible
- Prise de risque faible pour l'OP

Difficultés

- Il faut que les IMF existent localement
- Qu'elles soient intéressées à l'agriculture
- Construction de confiance difficile
- Il faut que l'IMF dispose de ressources adéquates
- Que le débat sur le taux d'intérêt soit clos

Perspectives

Ferment de la nouvelle alliance nécessaire entre OP et IMF



4ème stratégie : contribuer à construire un cadre macro éco et politique favorable à financement de l'agriculture familiale

Exemple : les OP du Sénégal, le ROPPA au sein de l'UEMOA

Avantages

- Travail de fonds sur la structuration d'une politique agricole
- Renforcement de l'implication paysanne
- Meilleure convergence et efficacité des politiques publiques

Difficultés

- implique un bon degré de maturité des OP
- Nécessite un cadre institutionnel ouvert au dialogue
- Besoin / souci de cohérence entre les différentes politiques publiques et entre acteurs (OP, administration, bailleurs, ...)



Les 7 chantiers

Trois chantiers / conditions structurantes de base

1. Mettre en place les conditions pour une agriculture rentable
2. Renforcer les OP (capacités, activités éco, gouvernance, ...)
3. Renforcer la microfinance



4. Renforcer la capacité des OP à analyser leur situation de financement et leur environnement financier

- Les OP ont des niveaux de capacité d'analyse de leurs besoins et contraintes de financement très variés
- Elles connaissent mal le nouveau référentiel « marchés financiers ruraux »
- Elles connaissent mal les institutions financières de leur environnement
- Besoin de formation pour acquérir référentiels et outils



5. Appuyer le renforcement du partenariat OP / IF, construire la confiance

3 étapes :

- mieux connaître le partenaire : sa logique, son référentiel, son vocabulaire
- Savoir évaluer la qualité d'un partenaire (quels indicateurs de fiabilité, où trouver l'info, comment être sûr de l'info, ...)
- Maîtriser les outils de la négociation financière (dossier de financement, garantie, négociation du taux d'intérêt, ...)



Des démarches /outils pour appuyer la construction de confiance OP - IMF

- Les espaces, puis cadres de concertation OP – IMF
 - se multiplient
 - Se focalisent sur questions concrètes
- La formation :
pour OP , IMF , structures d'appui , administrations



Un exemple : une initiative de formation- action avec les OP – IMF du Niger

- Une formation –action avec une IMF :
FCMN Niya (CNEARC – PDSFR/FIDA – PROPAN – MAE –
Projet Intransit FAO)
 - > aujourd'hui la FCMN négocie un prêt avec une banque
- Ateliers de concertation OP – IMF : 2003 – 2005
- Conception avec les OP et les IMF d'un outil
d'accompagnement : un manuel pour « Construire
la confiance entre OP et IMF »



6. Mobiliser des ressources additionnelles pour financer l'agriculture familiale

- Fonds publics ?
- Fonds propres des OP : comme garantie ou comme levier
- Marché financier :
 - réduire le risque par des fonds de garantie (paritaires ?) (Ex TANYO / UE au Niger)
 - explorer / investisseurs éthiques
 - innover : le préfinancement du commerce équitable



7. Elaborer des politiques de financement agricole cohérentes

- Des politiques de financement agricole sont nécessaires
- Pour être équitables et efficaces, elles doivent être négociées avec les acteurs concernés
- Elles doivent s'autoriser à « revisiter » des règles établies :
ex : le crédit bonifié pour équipement agricole
- Elles doivent se donner les moyens d'être cohérentes avec autres PP touchant au financement agricole : politiques de microfinance, politique agricole, décentralisation...



Pour mener à bien ces 7 chantiers,
la plupart des OP ont encore besoin d'un
accompagnement



Pour aller plus loin

- Des références bibliographiques
- Des sites internet :
 - <http://microfinancement/cirad.fr> (actes du séminaire de Dakar, Espace finance et les BIM, ...)
 - www.lamicrofinance.org
 - <http://www.microfinancegateway.org/>
 - Site CERISE : <http://www.cerise-microfinance.org/>
 - Site FIDA : <http://www.ifad.org/ruralfinance/>
 - Site FAO /Finance rurale :
<http://www.fao.org/ag/Ags/subjects/fr/ruralfinance/index.html>
 - Site Inter-réseaux : <http://www.inter-reseaux.org/>
 - Site SOS Faim :
http://www.sosfaim.org/pages_be/fr/sosfaim/sos_microfinance.htm